

Recul de l'emploi et rebond des créations d'entreprises au troisième trimestre 2014

Fin septembre, l'emploi salarié enregistre une baisse de 0,5 %, touchant tous les secteurs d'activité, réinscrivant ainsi la région dans la tendance nationale.

La construction reste pénalisée par la faiblesse de la demande, tant privée que publique. De plus, cette tendance devrait se prolonger, les autorisations de permis de construire étant toujours orientées à la baisse. La plupart des secteurs industriels diminuent leurs effectifs permanents. En outre, l'intérim, première variable d'ajustement aux variations conjoncturelles, décroît de nouveau au troisième trimestre. Parmi les quelques évolutions positives de l'emploi, figurent le secteur de l'industrie agroalimentaire, ainsi que certaines activités de services aux entreprises et aux particuliers. Fin septembre, le taux de chômage atteint 9,3 % de la population active. Il retrouve ainsi son niveau de septembre 2013 en Basse-Normandie, mais reste inférieur de 0,6 point au taux de chômage métropolitain.

Seul indicateur positif, le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse au troisième trimestre.

Alain Coënon, Anne-Solange Gony, Matthieu Boivin (Insee)

Rédaction achevée le 2 février 2015

Dégradation de l'emploi salarié

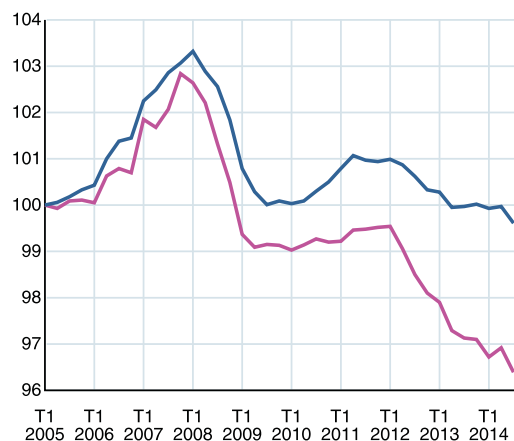
Après une hausse le trimestre précédent, l'emploi salarié non agricole bas-normand reprend sa baisse pour atteindre 309 200 emplois fin septembre 2014. Au cours du troisième trimestre, 1 700 postes ont été détruits, soit une baisse de 0,5 %. Cette dégradation concerne tous les secteurs et aussi bien l'emploi permanent que l'intérim. Au niveau national, on observe une tendance comparable avec une diminution de 0,4 % de l'emploi.

Miné par l'atonie des mises en chantier de logements neufs, le secteur de la construction perd de nouveaux des emplois permanents (- 1,9 %). Au niveau national, l'emploi dans la construction continue, lui aussi, de se contracter (- 1,1 %). Depuis la fin 2008, la région a perdu proportionnellement plus d'emplois dans ce secteur (- 14,1 %) que la France métropolitaine (- 9,3 %). Cela explique en partie le décrochage sensible de l'emploi bas-normand par rapport au niveau national depuis le début de la crise.

Le tertiaire marchand hors intérim perd 520 emplois (- 0,3 %), principalement dans le commerce, les transports et l'hébergement et restauration. Seuls les secteurs des activités scientifiques et techniques, et des services administratifs et de soutien hors intérim gagnent des emplois. Au niveau national, la

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Indice base 100 au 1er trimestre 2005



— Basse-Normandie — France métropolitaine

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

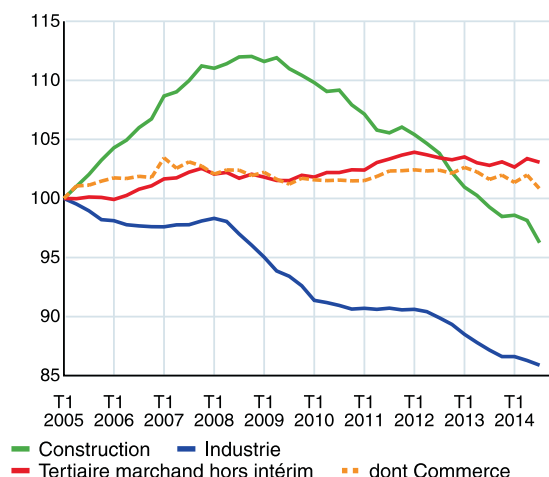
Source : Insee, estimations d'emploi

tendance négative de l'emploi tertiaire marchand hors intérim est similaire, mais un peu moins marquée (- 0,1 %), l'Île-de-France gagnant des emplois dans ce secteur.

Principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, l'intérim décroît de nouveau (- 1,1 %), mais dans des proportions moindres qu'au niveau national (- 4 %).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie

Indice base 100 au 1er trimestre 2005



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles

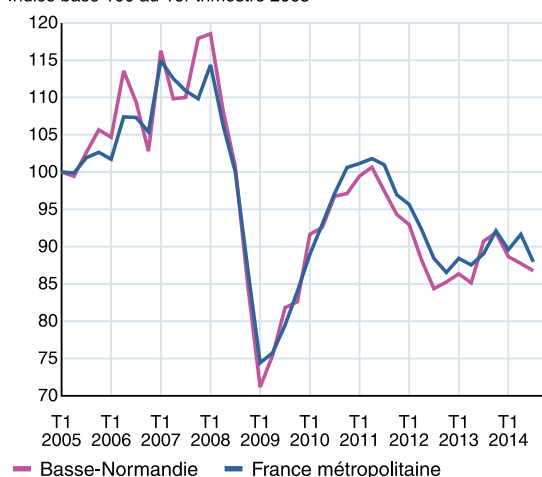
Source : Insee, estimations d'emploi

Dans l'industrie, 390 emplois permanents sont détruits (- 0,5 %). La situation est comparable en France métropolitaine (- 0,4 %). Cette dégradation ne concerne pas toute l'industrie bas-normande. Mais les embauches dans l'industrie agroalimentaire (+ 0,7 %) et dans le secteur regroupant l'énergie, l'eau, la gestion des déchets et la dépollution (+ 0,3 %) ne compensent pas les nouvelles pertes d'emplois dans la plupart des secteurs industriels, dont la fabrication de matériels de transport (- 1 %) et celle d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (- 0,7 %).

Les trois départements bas-normands perdent des emplois dans tous les grands secteurs marchands non agricoles (industrie, construction, tertiaire marchand). L'Orne connaît l'évolution la plus défavorable (- 1,3 %), tandis que la Manche et le Calvados perdent des emplois dans des proportions comparables (- 0,4 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire

Indice base 100 au 1er trimestre 2005



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Après une amélioration le trimestre précédent, l'emploi salarié en Basse-Normandie a donc repris sa décline. On est par conséquent toujours loin de retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, 20 700 emplois ont été détruits, principalement dans l'industrie et la construction. Cette crise a été l'occasion d'un accroissement des inégalités entre les marchés de l'emploi régionaux et en premier lieu entre celui d'Île-de-France, resté solide, et ceux de régions plus rurales, en déclin marqué. Ainsi, depuis six ans, le marché de l'emploi bas-normand s'est contracté dans des proportions plus importantes que le marché de l'emploi national, un constat que l'on retrouve également en Haute-Normandie.

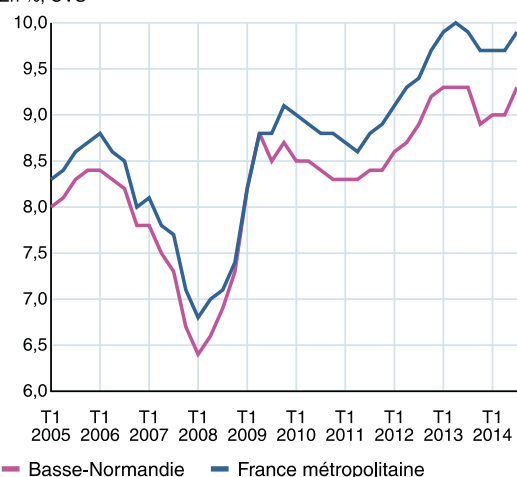
Le chômage augmente

Au troisième trimestre 2014, en Basse-Normandie, le taux de chômage s'établit à 9,3 % de la population active (+ 0,3 point). Il reste inférieur de 0,6 point au taux de chômage métropolitain (9,9 %). Sur un an, de septembre 2013 à septembre 2014, le taux de chômage est stable en Basse-Normandie, comme en France métropolitaine.

Au premier trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (9,9 %), suivi de l'Orne (9,4 %), la Manche présentant le taux le plus faible (8,5 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage augmente dans le Calvados (+ 0,2 point) et reste quasi-stable dans la Manche et l'Orne.

4 Taux de chômage

En %, CVS



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

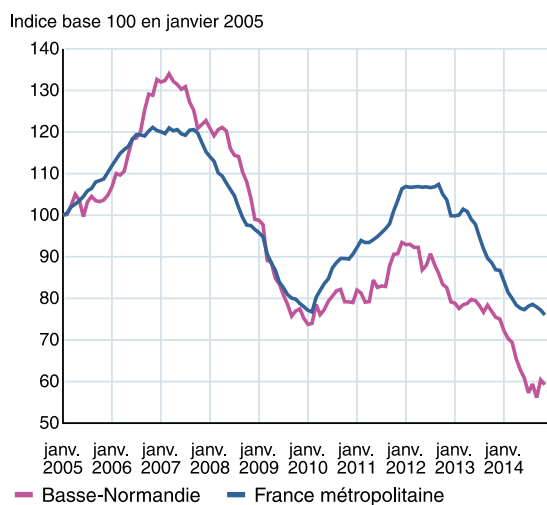
L'atonie du marché de l'emploi régional au troisième trimestre est confirmée par une hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sur l'ensemble du second semestre 2014. En effet, si le nombre d'inscrits a baissé en août, il est reparti en hausse sensible dès le mois de septembre, hausse qui s'est ensuite amplifiée en octobre et novembre. Cette dégradation du marché de l'emploi touche toutes les catégories, mais avec une intensité différente. Ainsi, les demandes d'emplois progressent plus fortement chez les plus de 50 ans et chez les chômeurs de longue durée. Au total, fin novembre 2014, plus de 110 000 demandeurs inscrits en Basse-Normandie étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi.

Le repli de l'activité dans la construction se poursuit

Au troisième trimestre, l'activité dans la construction s'est de nouveau fortement contractée tant dans le bâtiment que dans les travaux publics. La demande privée poursuit son repli et la contraction des commandes publiques s'accélère.

Sur le marché des logements neufs, la crise est plus profonde en Basse-Normandie qu'au niveau national. En effet, sur 12 mois glissant, 5 700 logements ont été mis en chantier dans la région. Sur un an, c'est une diminution de 21 % des mises en chantier (- 12 % en France métropolitaine).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



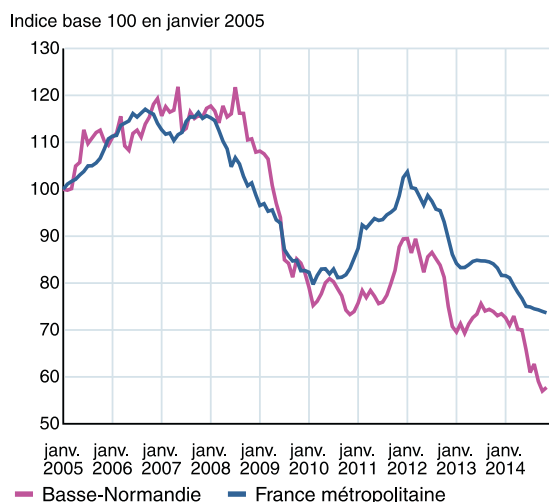
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

Source : SOeS, Sit@del2

Cette forte dégradation s'explique par une baisse plus importante de la construction de logements collectifs (- 32 %) en Basse-Normandie qu'au niveau national (- 8 %). Le repli de 21 % constaté dans la construction de logements individuels est comparable à celui observé en France métropolitaine (- 20 %). Seule la construction de logements en résidence progresse (+ 25 % dans la région, + 21 % en France métropolitaine).

Concernant les locaux, le nombre de mètres carrés mis en chantier progresse par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le total des surfaces de locaux commencés progresse de 15 % dans la région alors qu'il diminue de 3 % sur l'ensemble de la France métropolitaine. Cette bonne tenue s'explique par la forte demande de locaux industriels et agricoles dans le secteur privé, ainsi que de locaux de service public.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

Source : SOeS, Sit@del2

Néanmoins, l'atonie de l'activité devrait se prolonger, les autorisations de permis de construire étant toujours orientées à la baisse. Pour les logements, sur un an, le recul est de près de 30 % en Basse-Normandie et de 13 % en France métropolitaine. Pour les locaux, les autorisations sont également en recul sur le trimestre. La baisse est de 18 % sur un an (contre - 10 % en France métropolitaine).

Dans le second œuvre, la demande sur le marché de l'entretien amélioration reste insuffisante. La durée moyenne des carnets de commandes diminue.

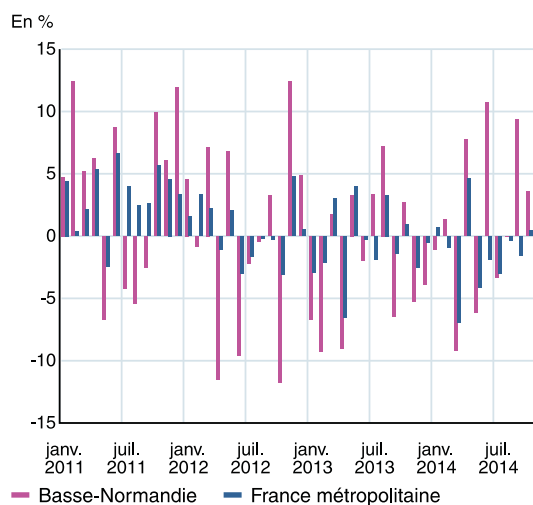
Dans les travaux publics, les entreprises ne travaillent pas à pleine capacité, les carnets sont jugés peu garnis et les perspectives d'activité sont majoritairement en baisse. Cette situation concerne tout particulièrement les activités pour le compte des collectivités locales.

Une fin de saison touristique exceptionnelle

Au troisième trimestre, la Basse-Normandie a été une des rares régions où la fréquentation hôtelière a augmenté (+ 1,4 %) par rapport au troisième trimestre 2013. La fréquentation étrangère (+ 12 %) a plus que compensé la baisse de la fréquentation française (- 4 %).

Les trois départements ont manifestement bénéficié de l'effet des Jeux Équestres Mondiaux qui ont eu lieu du 23 août au 7 septembre. Mais, c'est au mois de septembre que la progression est la plus nette : + 15 % dans l'Orne, + 10 % dans le Calvados et + 5 % dans la Manche. Sur l'ensemble du trimestre, c'est l'Orne (+ 11 %) qui affiche la plus franche augmentation, tandis que dans la Manche et dans le Calvados, la hausse est moins significative, le mois de juillet ayant pâti d'une météo peu favorable.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



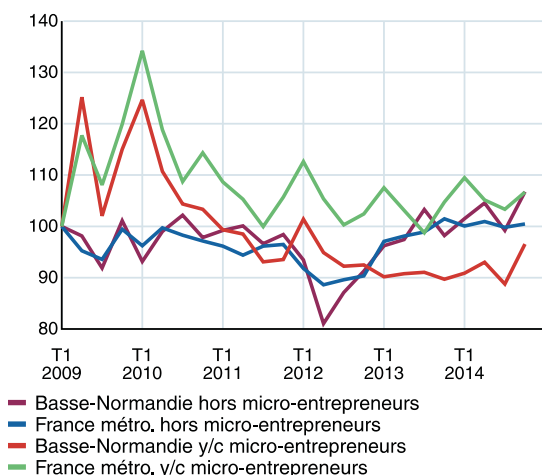
Note : données mensuelles brutes. Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées

Source : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

En revanche, dans la moyenne des régions françaises, la fréquentation hôtelière diminue de 1,6 % au troisième trimestre. A la baisse de fréquentation étrangère (- 1,1 %) s'ajoute celle de la clientèle française (- 2 %).

Les campings régionaux ont, quant à eux, affiché une progression de leur fréquentation de 0,7 % par rapport au 3ème trimestre de 2012, due plutôt aux campeurs étrangers (+ 0,9 %) que français (+ 0,6 %). En revanche, en moyenne nationale, la baisse de la fréquentation dans les campings (- 1 %) résulte davantage des touristes étrangers (- 2 %) que français (- 0,5 %).

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

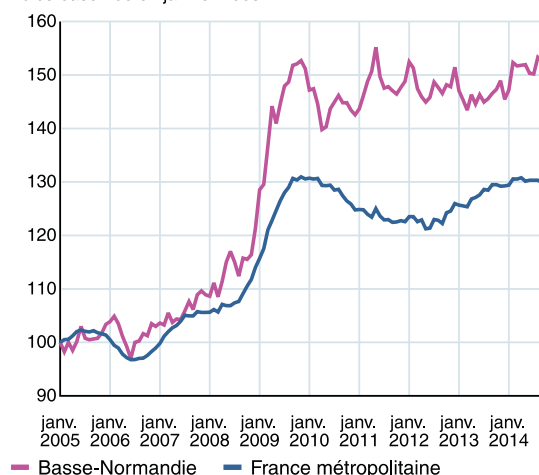
Net rebond des créations d'entreprises

Après une baisse au trimestre précédent, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes repart à la hausse. Ce sont un peu plus de 2 200 nouvelles entreprises qui ont vu le jour au troisième trimestre (+ 8,8 % contre + 3,2 % en France métropolitaine). Cette augmentation provient à la fois des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs

Contexte national - Les freins se desserrent un peu

Au 3^e trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au 4^e trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au 1^{er} semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,6 % mi-2015.

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 12 novembre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois

Source : Fiben, Banque de France

(+ 7,6 % contre + 0,7 % en France métropolitaine) que des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+ 9,9 % contre + 5,7 % en France métropolitaine). Comme sur l'ensemble du territoire national, les micro-entrepreneurs représentent la moitié des créations en Basse-Normandie.

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente au troisième trimestre en Basse-Normandie (+ 1,6 %) alors qu'elles régressent en France métropolitaine (- 0,4 %).

Contexte international - Légère embellie en zone euro

Au 3^e trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Basse-Normandie
5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN cedex
Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :
Daniel BRONDEL
Rédacteur en chef :
Didier BERTHELOT
Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02 31 15 11 14

ISSN 2416-8890
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- "Les freins se desserrent un peu", *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2014
- Indicateurs clés de la région Basse-Normandie : www.insee.fr/basse-normandie - rubrique *Tableau de bord de la conjoncture*

